

CURRICULUM VITAE

NELIDOFF Philippe

Né le 30 août 1958 à Albi (Tarn) - Marié – 2 filles (25 et 22 ans)

Adresse personnelle : 72 rue des pavillons - 81000 ALBI

Adresse professionnelle : Université Toulouse 1 Capitole – 2 rue du Doyen Gabriel Marty – 31042 Toulouse cedex 9 – tél. : 00335 61 63 36 32

Portable : 0033 6 81 66 21 46

Adresse électronique : philippe.nelidoff@ut-capitole.fr

D.E.A. d'histoire du droit (mention très bien) à UT1 (1985)

D.E.A. de droit pénal et science criminelle (mention bien) à UT1 (1986)

Docteur en droit (1990), Université Toulouse I. Ma thèse a porté sur le sujet suivant :

« La municipalité de Toulouse durant la Révolution française (1788-1795) », sous la direction du professeur Germain SICARD, mention très honorable et félicitations du jury ; prix de l'association des Toulousains de Toulouse.

Maître de conférences en histoire du droit à UT1 (1991)

Habilitation à Diriger des Recherches (1991)

Agrégé des facultés de droit (histoire du droit) au concours 1993-1994. Section CNU : 3^e

Professeur d'histoire du droit à l'Université de Lille II (1994-2000)

Professeur d'histoire du droit à l'Université Toulouse 1 Capitole depuis 2001.

Fonctions exercées :

- 1- Professeur des Universités (1^{ère} classe, 3^e échelon), Université Toulouse 1 Capitole.
- 2- Membre élu du Conseil de la Faculté de Droit depuis 2006 et assesseur du Doyen (2006-2012).
- 3- Directeur du Master 2 (recherche) d'histoire du droit à UT 1 Capitole depuis 2009.
- 4- Directeur du département Droit-Économie-Gestion du centre universitaire Jean-François Champollion (2003-2012). Ce département offre dans notre domaine une licence complète en droit et trois Masters 1 en droit (Albi), une licence complète en AES (Rodez). Au total : 650 étudiants en droit et une centaine en AES.
- 5- Président du Conseil d'administration restreint aux enseignants-chercheurs de ce centre universitaire depuis 2003.
- 6- Membre élu du Conseil National des Universités depuis 2011.

Cours magistraux assurés actuellement dans les différents niveaux :

- Histoire des institutions de l'Antiquité (Grèce et Rome) Licence en droit 1^{ère} année.
- Histoire du droit privé, Licence en droit 2^e et 3^e années : sources du droit et codifications-histoire du droit des obligations-histoire du droit des personnes.
- Histoire de l'Etat et de l'administration, Master 1 administration générale et territoriale.
- Histoire des relations entre l'État et les cultes, Master 2 Histoire du droit.
- Culture générale et histoire contemporaine en classe préparatoire intégrée (CPI) de l'École Nationale d'Administration Pénitentiaire (ENAP) depuis 2009.
- Interventions sur les questions de laïcité pour la formation continue des lieutenants pénitentiaires et les élèves surveillants à l'ENAP depuis 2013.

Centre de recherche de rattachement : Centre Toulousain d'Histoire du Droit et des Idées Politiques (CTHDIP), EA n° 789, Université Toulouse 1–Capitole dirigé par notre collègue Jacques Krynen.

Distinction : Officier de l'Ordre des palmes académiques.

Membre :

- de la société d'histoire du droit
- de l'association des historiens des facultés de droit
- de l'association française des historiens des idées politiques
- de la société d'histoire religieuse de la France
- du groupe européen de droit public

I – Direction de travaux de recherche

A – Direction de thèses :

Thèses soutenues :

- 1) Benoit Hocq : « Le département du Nord durant la Révolution française (1789-1793) », thèse soutenue à l'Université de Lille II, en décembre 2001. Candidat qualifié par le CNU 2002, avocat au Barreau de Lille puis de Perpignan.
- 2) Olivier Bataillé : « La fusion des postes et du télégraphe au XIXe siècle », thèse soutenue à l'Université Toulouse I en décembre 2002. Candidat qualifié par le CNU 2003, recruté en 2005 à l'Ecole Nationale de la Magistrature et actuellement magistrat.
- 3) Ludovic Azéma : « La politique religieuse du parlement de Toulouse (1715-1774) », thèse soutenue fin 2008 à UT1, qualifié par le CNU, candidat au Concours d'agrégation (2009, 2011 et admissible en 2013). Recruté maître de conférences en histoire du droit à UT1 (2010).
- 4) Mathieu Peter : « La protection de l'enfance dans le département du Tarn au XIXe siècle », thèse soutenue à UT1 le 20/06/2009, Prix de l'association des docteurs en droit (région Midi-Pyrénées) en 2010. ATER puis vacataire en histoire du droit à UT1, contrat post-doctoral à l'Université de Laval (Québec) en 2010. Qualification CNU en 2011. Avocat à Toulouse.
- 5) Caroline Javanaud, « La juridiction des gabelles en Languedoc sous l'Ancien régime », thèse soutenue à UT1 le 4/12/2010. ATER puis vacataire en histoire du droit à UT1. Avocate au barreau de Toulouse. Prix d'éloquence 2011.
- 6) Alexandre Soler, « Religion et Révolution : La résistance des catholiques aveyronnais à l'époque révolutionnaire (1789-1801) », thèse soutenue le 26 avril 2014. ATER. Avocat au barreau de Toulouse.

Thèses en cours :

- 7) Maria Papadogeorgopoulou (étudiante grecque, greffière au tribunal administratif d'Athènes), *Le statut légal des minorités religieuses en France et en Grèce : approche historique et juridique*, thèse en cours à UT1.
- 8) Claire Stivanin, *La justice criminelle des capitouls de 1566 à la Révolution*, Étudiante ayant obtenu un contrat doctoral à partir d'octobre 2010. ATER en 2013-2014, à temps complet à UT1-Capitole. Soutenance prévue en 2015.
- 9) Romy Sutra, *Le comité des juristes catholiques (1880-1905)*. Inscription en thèse à UT1 en octobre 2011. ATER, à mi-temps, en 2013-2014 à UT1- Capitole. Soutenance prévue en 2015 ou 2016.
- 10) Nicolas Becquet, *Le maintien de l'ordre à Toulouse (1795-1814)*. Inscription en thèse à UT1 en octobre 2011. Soutenance prévue en 2015.

11) Alexandre Dubois, *Les sociétés patriotiques dans la région toulousaine durant la Révolution française*. Inscription en thèse à UT1 en octobre 2011. ATER, à mi-temps, en 2013-2014 à UT1-Capitole. Soutenance prévue en 2015.

12) Paul d'Argaignon, *La condition juridique de la noblesse gasconne aux XVIIe et XVIIIe siècles*. Inscription en thèse en octobre 2013. Contrat doctoral obtenu en 2013.

En dehors des six thèses soutenues sous ma direction, j'ai participé à vingt-quatre jurys de thèse depuis 1997 : Université Toulouse 1 Capitole ainsi que les Universités Lille II, Aix-en-Provence, Bordeaux, Dijon, Clermont-Ferrand, Paris II, soit en tant que rapporteur, soit en temps que membre.

B - Direction de mémoires de D.E.A. (depuis 2004) puis de Master 2 (depuis 2007) :

1) Marlène Montagné, *L'application de la loi du 27 novembre 1790 sur le serment de fidélité des ecclésiastiques dans l'Aude*, 2004.

2) Mathieu Peter, *Les Dominicaines de Sainte-Catherine- de- Sienne d'Albi dans la tourmente anti-cléricale (1895- 1904)*, 2004.

3) Marie Ciminato, *L'application de la loi du 30 juin 1838 relative aux aliénés à l 'asile public de la Haute-Garonne*, 2005.

4) Jocelyn Delhom, *Le bureau civico-militaire de Toulouse durant la Révolution française*, 2005.

5) Caroline Javanaud, *Les édits de religion du chancelier Michel de l'Hospital 1560-1568*, 2005.

6) Laurent Fileppo, *Les aumôniers des prisons départementales, maisons d'arrêt, de justice et de correction de Haute-Garonne au XIXe siècle*, 2006.

7) Mathieu Picavet, *Le rétablissement de l'octroi municipal de Toulouse sous le Consulat* , 2006.

8) Jacqueline Begliuti-Zonno, *La Faculté de droit de Toulouse au début de la Troisième République*, 2007.

9) Claire Goas, *Le premier préfet du Tarn : François Lamarque*, 2007.

10) Assia Derbali, *Les élections municipales à Toulouse à l'époque du Directoire*, 2008.

11) Kamel Souhail, *L'organisation municipale de la ville de Toulouse à l'époque du Consulat*, 2008.

12) Anne-Sophie Austry, *La situation financière de la Maison des pauvres filles orphelines de Toulouse de 1750 à la Révolution*, 2009.

13) Maeva Busselier, *Le tribunal du district de Saint-Hippolyte (Aude) de 1790 à 1793*, 2010.

14) Claire Stivanin, *La justice criminelle capitulaire d'après les chroniques des annales manuscrites de 1670 à 1720*, 2010.

15) Marianne Heulot, *L'application de la Constitution civile du clergé à Auch (1790-1791)*, 2011.

16) Delphine Sanchez, *Etude de conflits relatifs à la dîme dans le diocèse de Toulouse (Lauragais) au XVIIIe siècle*, 2011.

17) Romy Sutra, *Les filles de la charité de Toulouse face aux lois de laïcisation*, 2011.

18) Nicolas Becquet, *Municipalité de Toulouse et ordre public sous le Premier Directoire (1795-1797)*, 2011.

19) Nassim Brahimi, *Les affaires de police à Toulouse sous le règne de Louis XVI*, 2012.

20) Firas Abedrabo, *L'application de la loi de 1901 aux moines de l'abbaye bénédictine d'En Calcat (Tarn)*, 2013.

21) Paul d'Argaignon, *Étude juridique de quelques lignages gascons aux XVIIe et XVIIIe siècles*, 2013.

- 22) Claire Nigou, *L'évolution institutionnelle du dépôt de mendicité de Saint-Lizier (Ariège) de 1808 à 1850*, 2013.
- 23) François Roujou de Boubée, *Le rétablissement de l'ordre des avocats à Toulouse en 1810*, 2013.

C - Participation à plusieurs jurys d'Habilitation à diriger les recherches :

- Sylvie Humbert, MCF à l'Institut catholique de Lille (juin 2008). Soutenance à Toulouse.
- Christiane Derobert-Ratel, MCF à l'Université d'Avignon (septembre 2010). Soutenance à Aix-en-Provence.
- Hélène de Courrèges, MCF à l'Université de Rouen (mai 2013). Soutenance à Rouen.

II – Publications

A – Mes recherches actuelles concernent les domaines suivants :

- 1 – Histoire institutionnelle, plus spécialement les institutions religieuses en France du XVIIe siècle à l'époque contemporaine.
- 2 – Histoire du droit et droit des cultes.
- 3 – Histoire des facultés de droit depuis le XIXe siècle (Institutions, enseignement et doctrine).
- 4 – Histoire des idées politiques depuis le XVIIe siècle.
- 5 - Ancien droit français.

B – Liste des publications depuis 2005 :

1 - Histoire des institutions :

Histoire des institutions religieuses :

- 1 – « Chanoines et bénéficiaires du chapitre cathédral d'Albi, 1678-1790 », *Actes du colloque : Les cités épiscopales du Midi*, organisé au Centre universitaire Jean-François Champollion les 31 mars – 1^{er} avril 2005, Presses de l'Université des Sciences sociales de Toulouse et du Centre universitaire Champollion, 2006 p. 179-202.
- 2 – « L'aumônerie militaire française », Actes des Journées internationales de la Société d'Histoire du droit à Valladolid (8 au 10 juin 2006) sur le thème : « L'armée, la paix, la guerre », Universidad de Valladolid, José Javier de Los Mozos Touya, Istvan Szaszdi, Léon-Borja (Editores), 2009, p. 349-371.
- 3 – « La rechristianisation du diocèse d'Albi à la fin de l'époque concordataire (1865-1899) », Carrefour d'histoire religieuse, XVIe Université d'été (Albi, 16 au 19 juillet 2007) ; la christianisation à travers l'histoire, sous la direction de Bruno Bethouart et Gérard Cholvy, les Cahiers du littoral – 2, n° 8, 2009, p 213-235.
- 4 – « Le rôle essentiel des jésuites dans l'enseignement en France » aux XVIIe et XVIIIe siècles. Actes du colloque de Moscou (juin 2008) en russe, L'enseignement religieux en

Europe et en Russie à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle, colloque organisé par l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences de Russie et l'Institut historique de la compagnie de Jésus, Actes coordonnés par E. Tokareva et M. Inglot, Saint-Pétersbourg, 2009, p. 59-72.

5 - Présentation de l'ouvrage : *Foi, Art et culture en pays tarnais*, Recueil de conférences données à la cathédrale Sainte- Cécile d'Albi, Centre albigeois d'histoire du droit et des institutions, Presses du Centre universitaire Champollion, 2009, p.9-11.

6 - « Les cités épiscopales du Midi », in *Foi, Art et culture en pays tarnais*, Sous ma direction, Centre albigeois d'histoire du droit et des institutions, Presses du Centre universitaire Champollion, 2009, p.13-34.

7 – Trois contributions sur les archevêques d'Albi au *Dictionnaire des Évêques de France au Vingtième siècle*, Sous la direction de Dominique-Marie Dauzet et Frédéric Le Moigne, Éditions du Cerf, 2010, p.232-233, p.446-448, p.555-556.

8 – « Les statuts synodaux des archevêques d'Albi (1678-1763) », colloque organisé à l'Université de Strasbourg (Institut de droit canonique et CNRS/PRISME. Société, Droit et Religion en Europe (4 et 5 mai 2009) : *Conciles provinciaux et synodes diocésains, du Concile de Trente à la Révolution française. Défis ecclésiaux et enjeux politiques ?* , Sous la direction de Marc Aoun et Jeanne-Marie Tuffery-Andrieu, Presses Universitaires de Strasbourg, collections de l'Université de Strasbourg, Société, Droit et Religion en Europe, 2010, p.279- 296.

9- « L'épiscopat français et la question sociale aux XIXe et XXe siècles », Colloque international organisé à Montauban les 14-15 et 16 juin 2011 : *Face à une économie « sans foi ni loi »*, *Les religions et le droit*, Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques, sous la direction de Christine Mengès Le Pape, Université Toulouse 1 Capitole, Institut européen en sciences des religions, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, Publications du Centre universitaire de Tarn-et-Garonne, n°7, 2012, p.381-399.

10- « Les catéchismes du diocèse d'Albi (fin XVIIIe-fin XIXe siècles) », Sous la direction de Bruno Béthouart et Christine Mengès Le Pape, XX^e Université d'été du Carrefour d'histoire religieuse, *La transmission religieuse : entre continuité et rupture* », Montauban 9-12 juillet 2011, Les cahiers du Littoral,-2- N°11, 2012, p. 223-238.

11- « Le chapitre métropolitain d'Albi aux XVIIIe et XIXe siècles. », La cathédrale Sainte-Cécile d'Albi, contribution à l'ouvrage collectif qui sera publié en 2015 par les éditions La nuée bleue dans la collection « La grâce d'une cathédrale », collection qui comprend actuellement trois premiers volumes consacrés aux cathédrales de Reims, Strasbourg et Lyon.

Deux ouvrages d'histoire religieuse en cours de rédaction :

1- Les archevêques d'Albi depuis la création de l'archevêché (1678) jusqu'à nos jours : partie générale et 23 notices individuelles.

2- Le chapitre cathédral d'Albi.

Histoire des institutions judiciaires et urbaines :

12 – Préface de la publication de la thèse de Ludovic Azéma, « La politique religieuse du Parlement de Toulouse sous le règne de Louis XV », Société française de publication de

textes en Histoire juridique, Collection d'histoire du droit fondée et dirigée par Antoine Leca, Série « Thèses et Travaux », No 18, Presses universitaires d'Aix- Marseille, 2010, p.7-9.

13 – « Le roi de France et ses bonnes villes au dernier siècle de l'Ancien régime », Deuxième symposium international d'histoire communale organisé par la Fondation Villalar des Cortes de Castille et Léon et l'Université de Valladolid (campus de Ségovie), 24-26 mars 2010.

14 - « L'évolution historique du statut des juges en France », Rencontre annuelle de l'Organisation européenne du droit public consacré à l'office du juge, Spetses (Grèce), septembre 2011, Esperia publications Ltd, vol.14, *Revue européenne de droit public*, 1/ 2012, p.21-42.

15 - « Origines et formes juridiques de l'administration urbaine en France », Huitième conférence internationale d'administration publique : « La politique urbaine en période de crise », organisée par la faculté d'administration de l'université des études économiques de Bucarest (Roumanie) les 18 et 19 juin 2012. Actes à paraître.

16 « La justice temporelle des archevêques d'Albi (1678-1790) », colloque organisé au Centre universitaire Champollion par Béatrice Fourniel les 17 et 18 octobre 2013, *La justice dans les cités épiscopales du Moyen Âge à la fin de l'Ancien Régime*, Presses de l'Université Toulouse Capitole, Etudes d'histoire du droit et des idées politiques, N°19/2014 (2), p. 127-144.

2- Histoire et Droit des cultes :

17 - « La laïcité avant la laïcité : recherche sur les origines historiques et juridiques d'un principe à géométrie variable », Actes du colloque organisé à l'abbaye école de Sorèze les 28 et 29 octobre 2004, Presses de l'Université Toulouse I, 2005, p. 189- 214.

18 – « La laïcité après la laïcité : autour de quelques questions actuelles », *Bulletin de Littérature Ecclésiastique de l'Institut catholique de Toulouse*, tome CVI/3 – juillet-septembre 2005, p. 239-260.

19 – « Laïcité et construction européenne », *Mélanges en l'honneur du Professeur Nicolae V. Durà, vice-doyen de la Faculté de droit de l'Université Ovidius de Constanta* (Roumanie), 2006.

20– « Les premières interprétations de la loi du 9 décembre 1905 par le Conseil d'État (avant 1918) », Colloque international de l'Institut Européen en Science des Religions : 1905-2005 ! Cent ans de séparation : Enjeux, actualité et perspectives, Toulouse, 8 – 9 et 10 décembre 2005.

21 – « Réception et application de la loi du 9 décembre 1905 dans le diocèse d'Albi », *Centenaire de la loi de Séparation des Églises et de l'État, 1905-2005*, Actes du colloque des 14 et 15 novembre 2005, Institut Catholique de Toulouse, Prêtres de l'Archidiocèse de Toulouse, Faculté de droit canonique de Toulouse, 2006, p. 13-34.

22 – « La recherche de la conciliation entre catholicisme et République : le cas de Mgr Mignot (1842-1918) », Actes du colloque : *Auteurs et acteurs de la Séparation des Églises et de l'État* organisé à Lille, 29 et 30 septembre 2005, textes réunis par Sylvie Humbert et Jean-Pierre Royer, Centre d'Histoire Judiciaire de l'Université Lille II, 2007, p. 239-259.

23 – « Comprendre la laïcité française », *Revue : Applications du droit public*, Université d'Athènes, Faculté de droit, 2009, p. 421-453.

24 – « Enseigner la laïcité : bilan d'une expérience », colloque international de Montauban (3 et 4 juin 2009) : *L'enseignement des religions. Approches laïques et religieuses*, Sous la direction de Christine Mengès-Le Pape, Presses de l'Université Toulouse I.- Capitole, Les publications du Centre universitaire de Tarn-et- Garonne, n°2, 2010, p.209-231.

25 – « Le doyen Maurice Hauriou, promoteur de la laïcité apaisée », Actes du colloque organisé à l'Université Toulouse I du 12 au 14 novembre 2008. *Les facultés de droit de province au XIXe siècle. Bilan et perspectives de la recherche*. Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques, Presses de l'Université Toulouse 1 – Capitole, 2011, tome 2, p.197-225.

26- « Qu'est-ce que la laïcité positive ? Approches historique et juridique ». Neuvième Symposium des juristes polonais spécialistes du droit des cultes : L'apport des Églises au bien commun, Université Jagellonne de Cracovie (Pologne), 17-20 mai 2012, Sous la direction de Wacław Uruszczak, Katarzyna Krzysztofek, Macieja Mikuly, 2014, p. 91-112.

27- « L'interpénétration des systèmes juridiques en matière de droit des cultes », communication aux Journées franco-polonaises organisées à Cracovie par les Facultés de droit des Universités d'Orléans et Jagellonne de Cracovie, 12-14 novembre 2012. A paraître.

28- « Le code français de la laïcité », Dixième Symposium de droit des cultes organisé à Myczkow (Pologne), 23-25 avril 2013, A paraître.

3 - Histoire des Facultés de droit aux XIXe et XXe siècles :

29 – Notice sur Charles Ginoulhiac pour le *Dictionnaire historique des juristes français XIIe-XXe siècles* (sous la direction de Patrick Arabeyre, Jean-Louis Halperin et Jacques Krynen), PUF, collection Quadrige-Dicos poche, 2007, p. 369-370.

30 – « La création de la chaire toulousaine d'Histoire du droit (1859) », *Actes des Journées Internationales d'Histoire du droit* tenues à Toulouse du 1^{er} au 3 juin 2005 sur le thème : *l'Histoire de l'Histoire du droit*, Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques, Études d'histoire du droit et des idées politiques, n° 10/2006. Textes réunis par Jacques Poumarède, Presses de l'Université des Sciences sociales de Toulouse, 2006, p. 144-161.

31 – « Histoire et méthodes de l'enseignement à la Faculté de droit de Toulouse au XIXe siècle », communication au colloque international tenu à l'abbaye-école de Sorèze (26 et 27 octobre 2006), publiée par le Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques, in Études d'histoire du Droit et des idées politiques n° 11, *Histoire de l'enseignement du droit à Toulouse* (sous la direction d'Olivier Devaux), Presses de l'Université des Sciences sociales de Toulouse, 2007, p. 377-402.

32 - « La naissance de la doctrine commercialiste au XIXe siècle », Colloque international organisé les 27 et 28 octobre 2007 à l'Université des Sciences sociales de Toulouse. « *Qu'en est-il du Code de Commerce 200 ans après ? État des lieux et projections* », Les travaux de l'Institut Fédératif de la Recherche, Mutation des Normes Juridiques n° 8, sous la direction de Corinne Saint-Alary- Houin, LGDJ, IFR, UT1, *Revue de l'Université des Sciences sociales de Toulouse*, 2009, p. 39-56.

33 – Propos introductifs des Actes du colloque organisé et dirigé à l'Université Toulouse 1 du 12 au 14 novembre 2008. *Les facultés de droit de province au XIXe siècle. Bilans et perspectives de la recherche*. Tome 1, Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques. Presses de l'Université Toulouse I – Capitole, 2009, p. 11-14.

34 – Propos introductifs du tome 2 des Actes de ce même colloque, Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2011, p 9-14.

35 - « Les doyens de la faculté de droit de Toulouse au XIXe siècle », Deuxième Rencontre du Groupe pour l'Histoire des Facultés de Droit, XIX-XXe siècles, Faculté de droit de Grenoble, 23-25 septembre 2010, *Les facultés de droit de province aux XIXe et XXe siècles, Les conquêtes universitaires* (tome3), sous la direction de Jean-Christophe Gaven et Frédéric Audren, Centre toulousain d'histoire de droit et des idées politiques, École de droit de sciences po, Études d'histoire du droit et des idées politiques, N°16/2012, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2011, p 267-293.

36- « Les préoccupations européennes des professeurs de la Faculté de droit de Toulouse au XIXe et au début du XXe siècles », Actes des journées juridiques franco-polonaises, *Le jeu des influences croisées du droit français, du droit européen et du droit des autres pays européens*, Cracovie, 22 et 23 octobre 2010, Université Jagellonne de Cracovie et Université d'Orléans, Editions mare et martin, Collection droit public, 2013, p. 505-533.

37- Présentation des activités du groupe de recherche REHED à la table-ronde organisée le 28 janvier 2013 à la Cour d'appel de Versailles sous l'égide de l'Association des historiens des Facultés de droit, contribution avec Frédéric Audren (École de droit de Science-Po) à l'ouvrage collectif à paraître sur les principaux axes actuels de la recherche en histoire du droit.

4 - Histoire des idées politiques :

38 – « La régénération de l'Église au début de la Révolution française », Actes de la Table-ronde tenue à Bastia les 9 et 10 septembre 2004 par l'Association Française des Historiens des Idées Politiques sur « *Le Droit et les institutions en Révolution (XVIIIe-XIXe siècles)* », Presses de l'Université Aix-Marseille, 2005, p. 169-185.

39- « Madame de Staël et la Révolution française », Actes du colloque international de l'Association Française des Historiens des Idées Politiques organisé à Genève les 14 et 15 septembre 2006, Collection d'Histoire des Idées Politiques dirigée par Michel Ganzin, volume XVIII, *Genève et la Suisse dans la pensée politique*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, Faculté de Droit et de Science Politique, 2007, p. 209-227.

40 - « Du philhellénisme à l'écriture des Constitutions helléniques au XIXème siècle », IVème Table-ronde du Réseau Européen des Laboratoires en Histoire des idées politiques, *Écrire la Constitution*, Bastia, 5-6 juin 2010, Centre d'études et de recherches d'histoire des idées et des institutions politiques, Collection d'histoire des idées et des institutions politiques dirigée par Eric Gasparini, Presses Universitaires de l'Université d'Aix- Marseille, 2011, p.143-159.

41- « Simples regards d'un historien du droit sur l'évolution des politiques migratoires françaises », European Public Law conference : *The hesitant Public Pace of Migration Policy in the Greece of crisis*, Athènes, 17-19 janvier 2013. A paraître.

5- Ancien droit français :

42- « L'étranger dans l'ancien droit français. », colloque organisé à la Faculté de droit de l'Université de Valladolid, novembre 2011. A paraître.

43- « L'hérétique dans l'ancien droit français. », colloque sur l'Empire romain d'Orient organisé à Athènes, 18 et 19 avril 2013 par European Public Law Organization, sous la direction de Nikoletta Giantsi, professeur à l'Université d'Athènes. A paraître.

44- « Ce que le clergé doit au roi : décimes et dons gratuits sous l'ancien Régime. », Colloque organisé par le PR Christine Mengès Le Pape sur le thème : La dette, les religions, le droit ? au centre universitaire Montauban, 18 au 20 juin 2013. A paraître.

45- « Le rôle des arrêtistes dans la publication des sources juridiques françaises (XVIIe-XVIIIe siècles), Colloque organisé le 25 juin 2013 à l'Université Jagellonne de Cracovie par le PR Waclaw Uruszczak : The edition of legal-historical sources (Doctrines-State-Law). A paraître.

III- Animation scientifique

1 – Organisation des colloques suivants :

- *Pouvoirs et société en pays albigeois* (Albi, 1996), 44 communications, co-direction avec Olivier Devaux, Actes publiés en 1997 aux Presses d'UT1 (504 p).

- *Christianisme et politique dans le Tarn sous la Troisième République* (Albi, 2000), 22 communications, co-direction avec Olivier Devaux, Actes publiés en 2000 aux Presses d'UT1 (336 p.).

- *Les couleurs de la cathédrale Sainte- Cécile d'Albi* (Albi, 2003), 13 communications, Actes publiés en 2004 dans la *Revue du Tarn*, n° 193.

- *Les cités épiscopales du Midi* (Albi, 2005), 25 communications, Actes publiés en 2006 aux Presses du Centre universitaire Champollion (471 p.). En préparation pour 2012, avec Béatrice Fourniel, MCF au Centre universitaire Champollion, un prolongement de ce colloque avec un thème centré sur les justices dans les cités épiscopales du Moyen-âge à la Révolution française organisé à Albi en octobre 2013 compte tenu de l'inscription de cette ville au patrimoine mondial de l'UNESCO (2010) au titre de la cité épiscopale.

- *Les Facultés de droit de province au XIXe siècle : Bilan et perspectives de la recherche* (Toulouse, 2008). Actes publiés en 2009 aux Presses d'UT1 (558 p.). Ce colloque s'est inscrit dans le cadre d'un chantier de recherche dont j'ai pris l'initiative avec le soutien de mon Centre de recherches (CTHDIP). L'idée première a été de tenter de coordonner l'activité des chercheurs (Universités et CNRS) travaillant à une meilleure connaissance des facultés de droit de province en France (professeurs, doctrine, enseignement, méthodes, institutions) de 1808 à nos jours. Ce programme structuré de recherche se développe en lien avec le groupe CEDRE (Corpus de l'enseignement en droit, 1800-1950, Répertoire des archives et photographies des professeurs de droit) animé par nos collègues Jean-Louis Halperin, Frédéric Audren et Catherine Fillon. Basé à l'École Normale Supérieure Ulm (Centre théorie

et analyse du droit- CNRS), ce groupe réunit une quinzaine de chercheurs français (historiens du droit, politistes, archivistes) et se consacre notamment à la réalisation d'une base de données des professeurs de droit pour la période 1800- 1950 à partir d'une enquête prosopographique précise dans les archives nationales et locales. Après une première rencontre à Toulouse en 2008, une deuxième édition a eu lieu du 22 au 24 septembre 2010 à la Faculté de Droit de l'Université Mendès-France de Grenoble sur le thème des conquêtes universitaires (sous la direction de notre collègue Jean- Christophe Gaven). Une troisième rencontre a eu lieu les 11 et 12 octobre 2012 à l'Université de Strasbourg sur le thème : disciplines juridiques, disciplines scientifiques ? (sous la direction de notre collègue Céline Pauthier). Chacun de ces colloques, qui réunit des collègues confirmés et de jeunes chercheurs permet de mettre l'accent sur l'histoire de la Faculté qui accueille la rencontre et aussi de traiter une problématique plus générale. Un comité de pilotage a été créé au plan national réunissant des représentants de plusieurs facultés de droit : Jean-christophe Gaven et moi-même pour l'Université Toulouse1-Capitole assurant le suivi, Nader Hakim pour l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Pierre Bonin pour l'Université Paris I, Catherine Fillon pour l'Université Lyon III-Jean Moulin, Céline Pauthier pour l'Université de Strasbourg ; le CNRS étant représenté par Frédéric Audren (chargé de recherche, École de droit de Sciences po Paris) et Florence Renucci (chargée de recherche, Centre d'histoire judiciaire de l'Université Lille 2) et l'École Nationale Supérieure (Ulm) par notre collègue Jean-Louis Halperin. Nous avons mis en place en novembre 2011 un Réseau européen pour l'histoire de l'enseignement du droit (XIXe-XXIe siècles) qui englobe désormais la faculté de droit de Paris et a l'ambition de s'étendre à la dimension européenne.

2 – Membre du pôle toulousain de l'Institut Européen en Science des religions

Ce pôle, dirigé par notre collègue sociologue Chantal Bordes- Benayoun (Directrice de recherche au CNRS) a été créé à la suite des rapports du recteur Joutard et de Régis Debray sur l'enseignement des faits religieux. Il fédère les compétences universitaires (historiens, historiens du droit, sociologues...) en matière religieuse de manière à proposer des formations et une réflexion sur l'enseignement des faits religieux en partenariat avec le rectorat et les IUFM à l'intention en particulier des personnels du Ministère de l'Éducation nationale, d'autres administrations, d'Universités du temps libre ou du milieu associatif.

3 – Directeur du Master 2 d'histoire du droit et des institutions (Master recherche) à UT1.

Ce Master 2 recherche, adossé au CTHDIP (Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques - EA n° 789) et à ses axes de recherches vise à initier les étudiants (entre 15 et 20 chaque année) à la recherche dans notre discipline. Il permet de repérer les étudiants aptes à poursuivre en doctorat et de compléter la formation juridique et historique de ceux qui souhaitent présenter des concours administratifs ou d'entrée dans les professions judiciaires. Nous développons, dans le cadre du contrat 2011-2016, l'ouverture à la paléographie et aux techniques archivistiques, grâce à l'intervention du service des archives départementales de la Haute-Garonne qui accueille nos étudiants ainsi que les relations avec des collègues étrangers par le biais de conférences qui font partie de notre formation. Chaque année, un cours de 10h est dispensé par un collègue étranger : le PR Michaël Stolleis, ancien directeur de l'Institut Max Planck de Francfort en 2012-2013 et le PR Javier de Los Mozos-Touya, Université de Valladolid, en 2013-2014.

IV- Participation au rayonnement de l'Université

1- Relations internationales régulières :

Depuis une dizaine d'années, j'ai noué, grâce au soutien constant de mon Centre de recherches et du Service des relations internationales de mon Université, des relations universitaires principalement avec trois pays européens : la Grèce, la Roumanie et la Pologne.

En ce qui concerne la Grèce :

L'établissement de relations remonte à 2003 lorsque le directeur de mon Centre de recherches, le PR Jacques Krynen, m'a demandé de participer à un colloque international organisé à Athènes par le Centre européen de Droit public (fondé en 1989) sur le thème : *Civilisations et droit public*. J'y ai présenté une communication sur un sujet imposé : « Les jésuites et la notion d'État » publiée dans la collection European Public Law Series, Bibliothèque de droit public européen, volume LXXIX, Éditée par Evangelos Venizelos et Antoine Pantelis, Esperia Publications Ltd, Londres, 2005, p.455-468. La même année, j'ai été invité par la même organisation à participer à un deuxième colloque sur *l'Empire romain d'Orient et la genèse de l'État moderne*. J'y ai présenté une communication sur « La lente codification du droit français avant 1804 » publiée dans la même collection, volume LXXX, Éditée par Spyridon Flogaitis et Antoine Pantelis, Esperia Publications Ltd, Londres, 2005, p.367-377. Ayant pris conscience à cette époque de l'importance de l'ouverture internationale, j'ai pu obtenir l'adhésion de mon Université au Centre européen de Droit public. Le financement de la cotisation annuelle de notre Université est actuellement assurée par plusieurs Centres de recherches d'UT1- Capitole : l'Institut Maurice Hauriou, l'Institut de Recherches en Droit Européen, International et Comparé, l'Institut du Droit de l'Espace, Territoires et Communication (EA 785) et l'Institut Fédératif de la Recherche. Le Centre européen du droit public est devenu, en 2007, organisation internationale (European Public Law Organization) dont le siège est à Athènes. Le conseil de direction réunit les représentants d'une dizaine de pays et d'une cinquantaine d'Universités, du conseil de l'Europe et de la commission européenne. Cette organisation internationale réunit des juristes du monde entier, spécialisés en droit constitutionnel, en droit européen et en droit administratif qui confrontent les expériences des universitaires et des praticiens : magistrats ou avocats sur l'évolution du droit public dans une perspective d'intégration européenne et de collaboration à l'adaptation du modèle de l'Etat de droit dans de nombreux pays, en particulier les pays d'Europe centrale ou orientale. Beaucoup d'activités sont développées : *Revue européenne de droit public* et de nombreuses publications, Académie européenne de droit public depuis 1994, missions de formation... Dans le cadre de la rencontre annuelle de septembre, j'ai eu l'occasion de participer à plusieurs colloques : L'internationalisation du droit public (2005), La sécurité européenne (2007), Administration sans frontières ? Droit européen de l'immigration (2008), Le droit public, vingt ans après (2009), Les concepts et méthodes de raisonnement du nouveau droit public (2010). J'ai présenté lors de la réunion de septembre 2011 consacrée au thème : « Le droit public et les juges » le rapport introductif d'un point de vue historique en collaboration avec mon collègue Serge Dauchy (CNRS et Directeur du Centre de recherches sur l'Histoire de la justice à l'Université Lille 2). Ce colloque, qui a eu lieu du 9 au 11 septembre 2011 sur l'île de Spetses, s'est déroulé en présence du vice-président du Conseil d'État, Monsieur Jean-Marc Sauvé et du président de la section du rapport et des études, Monsieur Olivier Schrameck. Du 10 au 22 septembre 2012, j'ai dispensé l'un des cours proposés par l'académie d'été d'EPLD à des étudiants européens sur le sujet suivant : « la laïcité française entre liberté religieuse et neutralité publique ». En 2012, la rencontre annuelle a eu pour objet : Le droit public et la crise et celle de 2013, coordonnée par M Jean-Paul Costa, ancien Président de la Cour européenne des droits de l'Homme : droit public et

solidarité. Avec mon collègue, le PR Xavier Bioy, nous avons invité le Président Costa à donner deux conférences à Toulouse en avril 2013.

La participation régulière aux activités de cette organisation m'a permis d'être associé, dès sa création en 2006, au Master 2 franco-hellénique de droit public spécialisé, organisé conjointement entre les Facultés de droit des Universités d'Athènes (Directeur : le PR Antoine Pantelis) et de Bordeaux IV- Montesquieu (Directeur : le PR Bernard Pacteau). Dans le cadre de ce Master 2 qui réunit, chaque année, 18 étudiants, essentiellement des avocats et des magistrats administratifs, je me rends chaque année, depuis 2006, à la Faculté de droit d'Athènes pour un Cours magistral d'une semaine centré sur une approche historique et juridique des relations entre les États et les cultes aux plans français, grec et européen. Cet enseignement a fait l'objet d'un résumé dans la Revue de la Faculté de droit d'Athènes : *Applications du droit public*. Je participe aussi aux épreuves du grand oral et à des soutenances de mémoires avec mon collègue, le Professeur Olivier Dubos (Université Montesquieu-Bordeaux IV).

Ces relations suivies ont permis d'accueillir à l'Université Toulouse1- Capitole le PR Antoine Pantelis, Professeur de droit constitutionnel à la Faculté de droit d'Athènes, en tant que professeur invité en 2007 et 2009 ainsi que, grâce au soutien de la section de droit public, le PR Spyridon Flogaitis, Directeur de l'organisation européenne du droit public, ancien Ministre de l'Intérieur de l'État hellénique et ancien président du Tribunal administratif de l'ONU, professeur invité en 2011.

J'ai essayé de mettre en place une collaboration scientifique avec les historiens du droit de la Faculté de droit d'Athènes, ce qui a été difficile car le périmètre de notre discipline n'est pas le même dans nos deux pays. Un projet de Master 2 franco- hellénique entre l'Université Toulouse1- Capitole et Athènes sur la thématique de l'histoire et le droit des cultes avec une approche comparative et européenne n'a pu aboutir en 2008 et nous nous heurtons actuellement aux problèmes financiers que connaît la Grèce. Mes relations actuelles se développent donc en direction des publicistes et des historiens. Avec ma collègue, le PR Christine Mengès Le Pape, nous avons participé, en mai 2013 à un colloque historique sur l'Empire romain d'Orient, organisé par notre collègue historienne, le PR Nikoletta Giantsi. Ce type de rencontre semble devoir se pérenniser, avec une collaboration suivie entre juristes et historiens français et grecs.

En ce qui concerne la Roumanie :

Mes relations avec ce pays datent de 2007, année où la Roumanie a rejoint l'Union européenne. Nous avons essayé avec mes collègues, les Professeurs André Cabanis et Olivier Devaux, grâce aux relations déjà anciennes qu'ils avaient nouées avec ce pays, de construire une formation permettant à des étudiants roumains d'accéder à un double diplôme. Il s'agit de la Licence roumaine d'administration publique délivrée par l'Université des études économiques de Bucarest (47000 étudiants) et de la Licence française d'administration économique et sociale. Les Cours français sont accessibles via la plate-forme de l'Université Numérique Juridique Française (UNJF) et complétés par un Cours magistral en présentiel, proposé dans chacun des six semestres de Licence.

Cette formation a été lancée en 2008 et j'ai eu l'occasion de me rendre à Bucarest à sept reprises, pour l'évaluation des candidats à l'entrée dans cette formation, les jurys d'examens et pour un cours chaque année de 20h prévu dans la maquette : Histoire et droit des cultes, Histoire de l'État et de l'Administration..

Compte tenu des difficultés financières que connaît la Roumanie ainsi que de la charge que constitue tout double diplôme, le recrutement des étudiants est difficile. Nous essayons de mobiliser le soutien de l'Agence de la francophonie d'Europe centrale et orientale en raison de l'intérêt que présente cette formation qui utilise exclusivement la langue française pour la partie française du diplôme. Nous avons eu le plaisir de voir plusieurs étudiants continuer leurs études de Master en France. Nous essayons aussi de développer le séjour en France

d'étudiants appartenant à cette Académie de manière à améliorer leur niveau en langue française par un séjour lié à des conventions Erasmus.

Notre interlocuteur à Bucarest est le PR Marius Proftiroiu, ancien secrétaire d'État à la réforme de l'État, Doyen de la Faculté d'administration, spécialiste de management et d'administration publique. Fruit de ce partenariat, ce dernier a conduit en 2009 dans notre région une délégation de fonctionnaires de la haute administration publique roumaine pour leur faire connaître le fonctionnement des collectivités publiques françaises.

En ce qui concerne la Pologne :

L'établissement, en 2010, de nouvelles relations avec la Pologne est lié à la rencontre en Grèce d'un collègue de Cracovie, le PR Krzysztof Wojtyczek, spécialiste de droit constitutionnel, élu, en juillet 2012, juge à la Cour européenne des droits de l'Homme.

Dans le cadre d'une convention Erasmus, j'ai effectué un premier séjour à l'Université Jagellonne de Cracovie en mai 2010. A cette occasion, j'ai découvert une Université très ancienne, fondée en 1364 et très dynamique (15 facultés, 45 000 étudiants), très ouverte aussi aux échanges internationaux. (170 accords internationaux bilatéraux). Depuis lors, j'interviens chaque année au titre d'Erasmus et donne des conférences aux étudiants de l'Université Jagellonne de Cracovie dans les niveaux Master et École doctorale.

J'ai été associé aussi aux Journées juridiques franco-polonaises:

Premières journées les 22 et 23 octobre 2010 à l'occasion du 10e anniversaire de l'École de droit français de Cracovie qui fonctionne en partenariat avec la Faculté de droit de l'Université d'Orléans. Thème : Les 60 ans de la convention européenne des droits de l'Homme. Influences croisées du droit français, du droit européen et du droit des autres pays européens, sous la présidence de M. Bernard Stirn, président de la section du contentieux du Conseil d'État. Titre de ma communication : « Les influences européennes sur les professeurs de la Faculté de droit de Toulouse au XIXe siècle. »

Les Deuxièmes Journées juridiques franco-polonaises ont eu lieu les 23 et 24 novembre 2012 sur l'interpénétration des systèmes juridiques en Europe. Ma communication a porté sur le droit des cultes.

Les Troisièmes rencontres auront lieu les 21 et 22 novembre 2014 sur : Les sources du droit dans les pays européens et francophones. J'y présenterai une communication sur les sources du droit public des cultes.

Je suis également associé, avec ma collègue, le PR Christine Mengès Le Pape, aux travaux universitaires des collègues polonais spécialistes de droit des cultes qui organisent, chaque année, un symposium sur cette thématique, dans une ville différente de Pologne. J'ai ainsi pu présenter la notion française de laïcité positive lors du IXe symposium qui a eu lieu à Cracovie en mai 2012. Lors du Xe symposium organisé en mai 2013 à Myczkow, j'ai évoqué le code de la laïcité publié en 2011 par le ministère de l'Intérieur.

Autres interventions en Pologne : au consulat général de France à Cracovie et au salon de promotion de l'enseignement supérieur organisé à Varsovie, début 2011. Participation en juin 2013 avec ma collègue au colloque organisé à Cracovie par notre collègue historien du droit, le PR Waclaw Uruszczak sur les sources historico-juridiques. Participation au colloque international de Lublin les 12 et 13 novembre 2014 consacré aux questions juridiques liées à la place des symboles religieux dans l'espace public.

2- Relations internationales ponctuelles :

1- Conférences données à l'Institut supérieur du Management de Dakar (Sénégal) en août 2008 sur l'histoire et l'organisation du travail et sur la notion française de laïcité.

2- Participation au colloque organisé à Moscou en juin 2008 par l'Académie des Sciences de Russie et l'Université pontificale grégorienne de Rome sur le thème « L'enseignement

religieux en Europe et en Russie à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle ». Conférence sur le rôle des jésuites en France publiée en russe (voir liste des publications).

3– Participation du 23 au 25 mars 2010 à l'Université de Valladolid (Espagne) au Symposium international d'Histoire communale à l'invitation du professeur José Javier de Los Mozos Touya. Une seconde participation a eu lieu du 2 au 4 novembre 2011 sur le thème : L'ancien droit français et l'étranger, à l'invitation du Professeur Carlos Merchan.(Université de Valladolid) dans le cadre des manifestations autour des lois de Burgos et Valladolid (1512). De manière à approfondir ces relations, j'ai proposé l'accueil à UT1-Capitole durant l'année 2013-2014 de notre collègue, Javier de Los Mozos Touya, professeur de droit romain à la Faculté de droit de l'Université de Valladolid qui donnera un Cours de dix heures aux étudiants du Master 2 d'histoire du droit.

3 - Participation à des jurys pour l'attribution de prix de thèse :

1-Jury national : Prix du Concours de Thèses de l'Association des historiens du Droit des Universités françaises (2007). Autres membres du jury : les PR Marie-Yvonne Crépin (Présidente), Catherine Lecomte et Franck Roumy.

2-Jurys internationaux : Prix de thèse du Groupe européen de droit public (2010). Autres membres : les PR H.C. Röhl (Université de Constance, Allemagne), J.B. Auby (Sciences Po, Paris), G. Dellis (Université d'Athènes, Grèce), S. Gemalmaz (Université d'Istanbul, Turquie), G. Gerapetritis (Université d'Athènes), F. Goudappel (Université de Rotterdam, Pays-Bas), O.Jansen (Université d'Utrecht, Pays-Bas), A.Masucci (Université l'Orientale, Italie), B.Mathieu (Université Paris I), J. Morison (Université de Belfast, Royaume-Uni), L. Ortega Alvarez (Université de Castille-La Manche de Tolède, Espagne), A. Pantelis (Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes), V. Tulyakov (Académie Nationale de Droit d'Odessa, Ukraine).

3-Prix de thèse du Groupe européen de droit public (2012, 2013 et 2014).

Résumé de mes activités académiques

Agrégé depuis 1994, j'ai essayé de mener de front, surtout depuis mon retour à Toulouse en 2001, une forte implication dans l'enseignement aux différents niveaux (L-M-D), une activité de recherche avec des collaborations régulières avec des collègues d'autres sections se manifestant principalement par une participation soutenue à des colloques universitaires en France et à l'étranger, l'exercice de lourdes responsabilités administratives (direction du département juridique du Centre universitaire Champollion de 2002 à 2012, participation active au Conseil de la faculté de droit de Toulouse depuis 2006, direction du Master 2 d'histoire du droit à UT1 Capitole depuis 2009), des responsabilités collectives (en particulier CNU depuis 2011), enfin une ouverture internationale, source d'enrichissement au contact d'autres pratiques avec des cours, séminaires, conférences de façon régulière en Grèce, Pologne et Roumanie. Je crois que toutes ces activités qui font aujourd'hui partie de notre métier si passionnant d'enseignant – chercheur se nourrissent les unes les autres et permettent aux historiens du droit d'être bien présents dans un paysage universitaire en pleine évolution.